

# Proposition de déclaration du Forum

Attendu :

- Que plus de 200 000 montréalais et montréalaises souffrent d'insécurité alimentaire quotidiennement sans qu'on les consulte sur ce qu'ils vivent et sur les solutions préconisées ;
- Que 160 000 de ces personnes n'ont pas recours aux services des groupes communautaires en alimentation et survivent ainsi par différentes stratégies personnelles ;
- Que, sans l'apport des groupes communautaires en sécurité alimentaire auprès de 60 000 personnes à Montréal, le taux d'insécurité alimentaire serait encore pire que maintenant ;
- Que les groupes communautaires ont, depuis longtemps, développé différents types d'intervention pour, certes, combattre la faim de ces personnes et mais aussi pour leur redonner plus de pouvoir sur leur alimentation et sur leur vie ;
- Que ces interventions constituent les fondements de systèmes alimentaires locaux répondant avant tout aux besoins essentiels de toute la population et non à l'accumulation de profit pour quelques-uns (le 1%) comme l'actuel système alimentaire dominant ;
- Que les prix des aliments augmentent plus rapidement que les revenus des gens et que, de la sorte, la classe moyenne s'appauvrit elle aussi rapidement ;
- Que la saine alimentation est un déterminant majeur de la santé de la population et qu'il s'agit d'une responsabilité de santé publique de l'État ;
- Que le Droit à l'alimentation pour chacun et pour tous est reconnu par une convention internationale à laquelle le Canada a adhéree ;
- Que nous partageons tous un rapport individuel aux aliments qui nous confère un rapport collectif à l'alimentation ;

Nous déclarons que :

- Notre combat contre la faim passe par la création dans tous les quartiers de ces systèmes alimentaires alternatifs qui répondent mieux aux besoins alimentaires de base de tous les citoyens, quel que soit leur revenu et par la création d'un réseau inter-quartier. Ces systèmes sont basés sur la concertation des groupes en alimentation locaux et sur l'implication, comme acteurs décideurs, des citoyens qui vivent l'insécurité alimentaire quotidiennement ;
- Ces systèmes, que nous construisons avec les gens et à leur rythme, respectent l'environnement et contribuent à la diminution de l'effet de serre, notamment par des circuits courts d'approvisionnement et par la consommation de produits locaux ;
- L'alimentation étant considérée comme un besoin essentiel, nous sollicitons les pouvoirs publics montréalais, québécois et canadiens, garant du bien commun, à mettre en place des solutions structurelles pour soutenir cette démarche déterminante, entre autres par la régulation des prix à la consommation d'un panier alimentaire de quelques 40 produits de base, par l'augmentation des prestations des personnes à faible revenu, par l'augmentation à 15.\$ l'heure du salaire minimum et, en collaboration avec les groupes concernés, par le financement sur le long terme de ces initiatives citoyennes et communautaires.